

505LH606/2

9431

(1938, 43, 51,
62, 65)

9451

V. D. 952 : Participation du domaine
privé du Nord aux lieu et
place du domaine public aux
augmentations de capital de
diverses Cies de voies fer-
rées d'intérêt local

D. 9225: Recours formé par la Cie du
Nord au sujet de cette par-
ticipation

Participation de la S.N.C.F. dans la Cie du chemin
de fer de Vailly-Bertincourt à St-Quentin

I - Participation financière

Reprise d'actions du	(Lettre S.N.C.F. au Nord	11. 3.43
domaine privé Nord	(Réponse du Nord	26. 3.43

II - Représentation S.N.C.F.

DEGARDIN

(s) C.D.	10. 5.38	32	VII
C.A.	21. 2.62	12	VIII c)
	14. 4.65	(J.O. 21.4.65)	

Décret

III - Liquidation de la participation

C.A.	7. 3.51	10	VIII b)
------	---------	----	---------

Dépêche du MTP à la SNCF
Décret

5. 4.51
14. 4.65 (J.O. 21.4.65)

Décret

14. 4.65

(J.O. 21.4.65)

Liquidation de la participation

**MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES TRANSPORTS**

Décret du 14 avril 1965 relatif au rachat de la ligne d'intérêt local de Vélou-Bertincourt à Saint-Quentin, et à l'exploitation directe par le département de l'Aisne de la section d'Epéhy (Somme) à Saint-Quentin (Aisne).

Par décret en date du 14 avril 1965 :

Sont approuvées les conventions intervenues respectivement les 2 février 1957, 29 octobre 1963 et 21 décembre 1963 entre les préfets de l'Aisne, de la Somme et du Pas-de-Calais, agissant au nom de leurs départements, d'une part, et la Compagnie du chemin de fer de Vélou-Bertincourt à Saint-Quentin, d'autre part, en vue de fixer les conditions de rachat de la ligne d'intérêt local de Vélou-Bertincourt à Saint-Quentin.

Lesdites conventions resteront annexées au présent décret.

Est autorisée, en ce qui concerne les transports de marchandises et de la poste, l'exploitation, par la Régie départementale des transports de l'Aisne, de la ligne d'Epéhy à Saint-Quentin, aux conditions fixées par le décret du 19 octobre 1954 et le cahier des charges y annexé.

Sont approuvés :

L'avenant n° 1 au cahier des charges de la Régie départementale des transports de l'Aisne, annexé au décret du 19 octobre 1954 ;

La convention intervenue les 31 juillet et 14 août 1963 entre le département de la Somme et le département de l'Aisne, en vue de fixer les conditions de l'exploitation directe par la Régie départementale des transports de l'Aisne de la section de ligne d'Epéhy à Saint-Quentin comprise dans le département de la Somme.

Cet avenant et cette convention resteront annexés au présent décret.

21/4/65

Paris, le 5 avril 1951

-:-:-:-:-

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

- C O P I E -

1er Bureau
n° 151/1

Le Ministre des Travaux Publics,
des Transports et du Tourisme

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français.

OBJET : Aliénation d'une fraction de la participation de la
S.N.C.F. au capital de Compagnies de chemin de fer
d'intérêt local de la Région du Nord.

REFERENCE : Votre lettre du 15 mars 1951.

Par lettre citée en référence, vous m'avez demandé l'autorisation d'aliéner, dans les conditions exposées par la note du 6 mars 1951 présentée au Conseil d'Administration, une fraction de la participation de la S.N.C.F. au capital de Compagnies de chemin de fer d'intérêt local de la Région du Nord.

La règle ainsi adoptée consiste pour la S.N.C.F. à se défaire le plus possible des actions de capital et à conserver de préférence les actions de jouissance qui donnent un droit égal de participation aux Assemblées Générales.

Cette opération a été approuvée par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. dans sa séance du 7 mars 1951.

Le projet de cession d'actions ainsi présenté concilie :

- d'une part, le point de vue retenu par le Conseil d'Etat dans son arrêt du 8 juillet 1949, - à savoir qu'il importe à la S.N.C.F., pour la bonne exploitation de la Région Nord, de conserver un droit de regard sur la gestion des dites petites Compagnies,-
- d'autre part, la politique actuellement suivie et consistant à réduire le plus possible les actifs de la S.N.C.F. qui ne lui sont pas strictement indispensables.

Dans ces conditions et d'accord avec la Mission de Contrôle Financier des Transports, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'accorde l'autorisation demandée.

Pour le Ministre et par délégation :
Le Secrétaire Général
aux Travaux Publics,
signé : DORGES.

du 7 mars 1951

Questions diverses

b) Aliénation de la participation de la S.N.C.F.
au capital de différentes Compagnies de Che-
mins de fer d'intérêt local.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil déci-
de, sous réserve de l'agrément du Ministre des Travaux Publics,
des Transports et du Tourisme, d'une part, de liquider la par-
ticipation de la S.N.C.F. au capital de différentes Compagnies
de voies ferrées d'intérêt local de la région du Nord et,
d'autre part, de ramener de 77 à 51 % sa participation au ca-
pital de la Compagnie Générale des Voies Ferrées d'intérêt
local.

Il habilite, en conséquence, son Président à procéder,
dans les meilleures conditions possibles, à la cession des
actions suivantes :

- | | | |
|---|---|--|
| - Cie des V.F.I.L. | { | 2.600 actions de 600 fr amorties de 500 ^f
5.200 actions de 100 fr de capital |
| - Cie de Boisieux
à Marquion | { | 2.114 actions de jouissance (ex-500 fr) |
| - Cie de Vélucourt
à Bertincourt à
St-Quentin | { | 1.282 actions de 500 fr de capital
135 actions de jouissance (ex-500 fr) |
| - Cie d'Achiet
à Bapaume | { | 520 actions de jouissance (ex-600 fr)
520 actions de jouissance (ex-100 fr) |

Représentation S.N.C.F.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 21 février 1962

P.12

VIII - Questions diverses

c) Représentation de la S.N.C.F. dans les Sociétés dont elle est actionnaire.

Dans le cadre des mesures qu'il a arrêtées au cours de sa séance du 18 avril 1951 et sur la proposition de M.LE PRESIDENT, le Conseil autorise le maintien, jusqu'au 31 décembre 1962, de M.M. BIZOT, PAILLIEUX, FORT, GONON, HEBERT, LAGNACE, LEDUC, LEMAIRE, PLOUVIEZ, PONCET, PORCHEZ et THIERS, anciens administrateurs ou fonctionnaires retraités, dans les mandats qui leur ont été respectivement confiés par la S.N.C.F. dans la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre, la Société française de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.), les Sociétés de Crédit Immobilier du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne, de Béziers et de Saint-Pons, de la Montpelliéraine de Crédit Immobilier et les 12 Sociétés de Crédit Immobilier du Sud-Ouest faisant partie de la Fédération des Sociétés de Crédit Immobilier des Chemins de fer Français, la Société d'Economie Mixte pour l'Aménagement du Secteur Maine-Montparnasse (SEMAMM), la Société Immobilière des Chemins de fer Français (S.I.C.F.), la Société Nationale des Chemins de fer Français en Algérie (S.N.C.F.A.), la Compagnie du Chemin de fer de Vélou-Bertincourt à St-Quentin, la Compagnie du Chemin de fer d'Hermès à Beaumont, la Société de Gérance de Wagons de grande capacité (S.G.W.), la Société Française d'Etudes et de Réalisations Ferroviaires "SOFRERAIL" et la Compagnie des Entrepôts Frigorifiques de l'Ouest (C.E.F.O.).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-

8 février 1962

NOTE pour Monsieur le Président

=====

Représentation de la S.N.C.F. dans les Sociétés
dont elle est actionnaire

Dans sa séance du 18 avril 1951, le Conseil a décidé que "aucun ancien Administrateur ou Fonctionnaire retraité de la S.N.C.F. ne peut continuer à la représenter dans les Sociétés dont elle est actionnaire, pendant une période supérieure à 6 mois à compter de la date de cessation de ses fonctions à la S.N.C.F. Il ne peut être accordé de dérogation à la présente délibération que par décision expresse du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. pour une période d'un an renouvelable, prise dans l'intérêt général".

En application de cette décision, il est proposé au Conseil d'Administration d'autoriser les anciens Administrateurs et Fonctionnaires retraités, dont la liste suit, à occuper les postes indiqués jusqu'au 31 décembre 1962 :

- | | |
|--------------|---|
| M. BIZOT | Vice-Président du Comité d'Administration de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre;
Administrateur de la Société française de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.). |
| M. PAILLIEUX | Administrateur de la Société française de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.). |
| M. FORT | Administrateur des Sociétés de Crédit Immobilier de Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne, de Béziers et de Saint-Pons, de la Montpelliéraine de Crédit Immobilier et des 12 Sociétés de Crédit Immobilier du Sud-Ouest faisant partie de la Fédération des Sociétés de Crédit Immobilier des Chemins de fer Français. |

.....

- M. GONON Membre du Comité d'Administration de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.
- M. HEBERT Président-Directeur Général de la Société d'Economie Mixte pour l'Aménagement du Secteur Maine-Montparnasse (SEMAMM);
Administrateur de la Société Immobilière des Chemins de fer Français (S.I.C.F.).
- M. LAGNACE Vice-Président de la Société Nationale des Chemins de fer Français en Algérie (S.N.C.F.A.);
Membre du Comité d'Administration de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.
- M. LEDUC Administrateur de la Société Immobilière des Chemins de fer Français (S.I.C.F.).
- M. LEMAIRE Administrateur-Délégué de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.
- M. PLOUVIEZ Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer de Vélou-Bertincourt à St-Quentin;
Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer d'Hermes à Beaumont
- M. PONCET Président-Directeur Général de la Société de Gérance de Wagons de grande capacité (S.G.W.).
- M. PORCHEZ Président-Directeur Général de la Société Immobilière des Chemins de fer Français (S.I.C.F.);
Président-Directeur Général de la Société Française d'Etudes et de Réalisations Ferroviaires.
"SOFRERAIL".
- M. THIERS Président-Directeur Général de la Compagnie des Entrepôts Frigorifiques de l'Ouest (C.E.F.O.).

Le Secrétaire Général Adjoint,

(s) BERNARD.

10 mai 1938

QUESTION VII - Représentation de la S.N.C.F.
aux Conseils d'Administration des Sociétés
dont elle est actionnaire et dans les
Comités de gestion de différents orga-
nismes dans lesquels elle possède une
participation financière.-

Cie de ch. de fer de Vélizy-Bartincourt
à St-Quentin

P.V. COURT

Le Comité procède à un nouvel examen de la question,
en vue des propositions définitives à soumettre au Conseil dans
sa séance du lendemain.

Sous réserve de la décision de celui-ci, il arrête la
liste des représentants, fonctionnaires de la S.N.C.F. ou fonc-
tionnaires ayant appartenu aux cadres des anciens Réseaux.

(s) STENO

M. LE PRESIDENT - Je vous ai fait distribuer un tableau
qui contient certaines différences par rapport au tableau
précédent.

.....

M. LE PRESIDENT - Il n'y a pas d'autres observations
sur les propositions ? Elles sont adoptées.

Extrait du tableau relatif à la représentation
de la S.N.C.F. dans les Conseils d'Administration des Sociétés
dont elle est actionnaire et les Comités de gestion des différents organismes
dans lesquels elle possède une participation financière

Représentation au Conseil d'Administration de la
Compagnie du chemin de fer de Velu-Berthincourt
à St-Quentin

Désignation et activité de la Société	Capital social	Part appar-tenant à la SNCF (en %)	Composition du Conseil d'Administration	Représentation proposée	Observations
			Nombre des membres de la SNCF	Nombre des sièges à la disposition de la SNCF	Membres du Conseil d'Administration de la SNCF
Compagnie du chemin de fer de Veuilly-Berthincourt à St-Quentin (Réseau d'intérêt local de 52 km)	3.600.000	13 %	11	1	M. DEGARDIN

Participation financière

PARIS, le 26/3/43

Monsieur le Président,

Par lettre du 11 mars 1943, vous avez bien voulu me demander, comme suite à l'arrêté ministériel du 23/12/42, réglant le compte définitif d'établissement du Réseau du Nord au 31/12/37, de faire transférer au nom de la SNCF les actions qui ont été souscrites par la Cie du Nord lors des augmentations du capital social des Cies ci-après :

- Cie générale des Voies ferrées d'intérêt local (anciennement d'Anvin à Calais) (19.250 actions de capital et de jouissance);
- Cie de Boisieux à Marquion (1.057 actions de jouissance);
- Cie d'Achiet à Marcoing (780 actions de jouissance);
- Cie de Velu-Bertincourt à St-Quentin (472 actions de capital).

Vous indiquez par ailleurs qu'à la date du transfert, la SNCF réglera à la Cie du Nord la valeur des titres transférés atteignant au 31/12/37 (art. 1, § II de l'arrêté)..... 2.317.700.-

sous déduction :

1°) de la différence entre les amortissements qui ont affecté ces actions depuis le 1er/1/38 (art. 2, 1er alinéa de l'arrêté)..... 89.900.-
et les versements déjà effectués à ce titre par notre Compagnie :

en 1938	5.000.-	
en 1942	<u>20.000</u> 26.000.-
		<u>63.900.-</u>

2°) de la différence entre les produits desdites actions mis en distribution du 1er/1/38 au 30/9 42 et les intérêts pour avances de fonds pour la même période (art. 2, 2° al. de l'arrêté). I.085.257.-

Net au profit de la Cie du Nord I.168.543.-

Enfin, vous précisez qu'il restera à régler, de part ou d'autre, la différence entre les produits des actions et les intérêts pour avances de fonds depuis le 1er octobre 1942 jusqu'à la date effective de cession.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'arrêté ministériel du 23/12/42 ayant été, pour la partie qui fait l'objet de votre demande, déféré par nos soins à la censure de la haute juridiction administrative, ainsi que nous en avons avisé M. le S.E.

aux Communications, par notre lettre du 7 janvier 1943 nous ne saurions répondre au désir que vous avez bien voulu nous exprimer.

Veuillez agréer,...

(s) Pierre THIRIEZ

Président du
Conseil d'Administration

Paris, le 11 mars 1943

D. 6213/0

Monsieur le Président,

Objet : Transfert à la S.N.C.F. d'actions de diverses Compagnies et Chemins de fer d'intérêt local.

Comme suite à l'arrêté ministériel du 23 décembre 1942 réglant le compte définitif d'établissement du Réseau du Nord au 31 décembre 1937, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire transférer au nom de la S.N.C.F. les actions qui ont été souscrites par la Compagnie du Nord lors des augmentations du capital social des Compagnies ci-après :

- Compagnie Générale des Voies ferrées d'intérêt local (anciennement d'Anvin à Calais) (19.250 actions de capital et de jouissance);
- Compagnie de Boisleux à Marquien (1.057 actions de jouissance);
- Compagnie d'Achiet à Marceing (780 actions de jouissance);
- Compagnie de Vélou-Bertincourt à St-Quentin (472 actions de capital);

A la date du transfert, la S.N.C.F. règlera à la Compagnie du Nord la valeur des titres transférés atteignant au 31 décembre 1937 (art. I § II de l'arrêté) 2.317.700,-

sous déduction :

1°) de la différence entre les amortissements qui ont affecté ces actions depuis le 1er janvier 1938 (art. 2 1er alinéa de l'arrêté) 89.900,-
et les versements déjà effectués à ce titre par votre Compagnie :

en 1938 6.000,-
en 1942 20.000,-

26.000,-

63.900,-

2°) de la différence entre les produits desdites actions mis en distribution du 1er janvier 1938 au 30 septembre 1942 et les intérêts pour avances de fonds pour la même période (art. 2, 2ème alinéa de l'arrêté) 1.085.257,-
1.149.157,-

Net au profit de la Cie du
Nord 1.168.543,-
=====

Monsieur le Président de la Cie du Nord

Il restera à régler, de part et d'autre, la différence entre les produits des actions et les intérêts pour avances de fonds depuis le 1er octobre 1942 jusqu'à la date effective de cession.

Veuillez agréer,

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.